

Cote du document: EB 2015/116/R.26
Point de l'ordre du jour: 10 e)
Date: 18 novembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Proposition de rééchelonnement de la dette de la République du Zimbabwe

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Sana F. K. Jatta
Directeur
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2446
courriel: s.jatta@ifad.org

Ruth Farrant
Directrice et Contrôleuse
Division du Contrôleur et des services financiers
téléphone: +39 06 5459 2281
courriel: r.farrant@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du Bureau
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent seizième session
Rome, 16-17 décembre 2015

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la proposition de rééchelonnement de la dette de la République du Zimbabwe selon les principes énoncés aux paragraphes 19 à 22.

Proposition de rééchelonnement de la dette de la République du Zimbabwe

I. Introduction

1. Au cours des quatre dernières années, la République du Zimbabwe a fait part au FIDA de son souhait de renouer ses relations avec le Fonds, et a reconnu que l'apurement de ses arriérés actuels sur le remboursement de ses prêts était un préalable indispensable à la réalisation de cet objectif.
2. Après la visite d'une mission du FIDA au Zimbabwe, en juin 2015, le gouvernement a adressé au FIDA une lettre (voir l'appendice I) dans laquelle il réaffirmait son engagement à régler le solde de ses arriérés à l'égard du FIDA.
3. La dernière en date des missions du FIDA au Zimbabwe, en août 2015, a été l'occasion de consultations avec les représentants de tous les ministères et départements concernés, portant sur les modalités et conditions possibles d'un rééchelonnement du montant de la dette encore dû au FIDA (voir l'appendice II).
4. Le Zimbabwe a besoin d'un financement à long terme pour relancer son économie, mais il est entravé par sa dette extérieure, qui a bloqué l'entrée dans le pays des flux de capitaux internationaux. Le gouvernement est conscient de la nécessité d'apurer ses arriérés à l'égard des créanciers internationaux pour avoir accès au financement qui lui manque cruellement afin que le Zimbabwe puisse réaliser des progrès sur les questions économiques et sociales.

II. Le contexte du pays

5. L'agriculture est une composante de premier plan de l'économie du Zimbabwe, fournissant l'une des principales sources de moyens d'existence à plus de 60% de la population exerçant une activité économique. Le secteur agricole représente 17% du produit intérieur brut (PIB) du pays, 60% des matières premières requises par l'industrie manufacturière et 40% du total des recettes d'exportation. Le Zimbabwe a connu, à partir de l'année 2000, plus d'une décennie de sévère déclin économique, avec une perte allant jusqu'à 40% de son PIB, imputable à des facteurs sociaux, économiques, environnementaux et politiques qui continuent à avoir un impact négatif sur la sécurité alimentaire du pays. L'insécurité alimentaire est particulièrement grave dans les zones rurales marginales du pays, où 76% des ménages sont pauvres, et 30% extrêmement pauvres, selon une enquête de 2012 sur la pauvreté.
6. En 2013, le Zimbabwe a présenté un nouveau plan de développement, le Programme du Zimbabwe pour une transformation socioéconomique durable (2013-2018). Le plan porte sur quatre groupes de thèmes: i) sécurité alimentaire et nutrition; ii) services sociaux et éradication de la pauvreté; iii) infrastructures et équipements collectifs; et iv) ajout de valeur et valorisation. Le plan a pour cible un taux de croissance à moyen terme de 6%, dont de grands investissements d'infrastructure seraient le moteur. Son plan de financement est axé sur la mobilisation des ressources naturelles du pays (par le biais de l'extraction minière et de l'agriculture) pour attirer les capitaux étrangers. La réussite du plan dépendra dans une large mesure de partenariats public-privé qui demeurent incertains

compte tenu de l'actuelle politique d'autochtonisation et du manque de clarté des plans de succession du gouvernement.

7. Malgré ces défis, le gouvernement met de plus en plus l'accent sur le soutien au secteur agricole. Après les élections de 2013, près d'un milliard d'USD ont été affectés à l'appui de la production végétale et animale au cours de la campagne agricole 2013-2014.

III. Niveau d'endettement du pays

8. À la fin du mois de juin 2015, la dette publique et la dette garantie par l'État s'élevaient, au Zimbabwe, à 8,4 milliards d'USD. Ce montant comprend une dette extérieure de 6,7 milliards d'USD, correspondant à 47% du PIB, et une dette intérieure de 1,7 milliard d'USD.
9. Afin de gérer ses obligations au titre de la dette extérieure, le gouvernement a l'intention d'atteindre les objectifs quantitatifs et structurels fixés par le Programme suivi par les services (SMP) du Fonds monétaire international (FMI), qui ont fait l'objet d'un réexamen en décembre 2014. Dans le cadre de cette stratégie, le gouvernement s'attache à apurer le montant de 1,8 milliard d'USD d'arriérés combinés dus à la Banque africaine de développement (BAfD), au FMI et à la Banque mondiale – une initiative qui permettrait au Zimbabwe de retrouver un accès au capital provenant de ces institutions financières.
10. En septembre 2015, une mission du FMI s'est rendue à Harare pour y effectuer un deuxième examen au titre du SMP, prévu pour une durée de 15 mois. Au terme de cette visite, le FMI a publié la déclaration suivante:

"Les autorités ont réalisé des progrès dans leur programme de réforme, malgré des difficultés économiques et financières croissantes. En outre, elles ont intensifié leurs efforts en vue d'une reprise des relations avec la communauté financière internationale. Elles ont élaboré une proposition de stratégie en vue de résorber les arriérés de la dette extérieure du Zimbabwe à l'égard des institutions financières internationales."
11. Le gouvernement a accru ses remboursements à la Banque mondiale et à la BAfD, et a commencé à rembourser la Banque européenne d'investissement. Sa capacité de paiement s'améliorant, il entend accroître ses remboursements à toutes les institutions financières internationales.
12. Au cours de la mission effectuée par le FIDA en août 2015, des réunions ont été organisées avec des représentants du FMI et de la BAfD, et avec le chargé de pays de la Banque mondiale. L'intention du FIDA de parvenir à un règlement des arriérés du Zimbabwe et d'évoluer vers une reprise de ses opérations dans le pays a été examinée, et toutes les parties ont exprimé une opinion positive sur la stratégie du FIDA.
13. Les récentes réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI, tenues à Lima, au Pérou, ont été l'occasion d'examiner un plan pour l'apurement du montant des arriérés de 1,8 milliard d'USD dus par le Zimbabwe au FMI (110 millions d'USD), à la Banque mondiale (1,15 milliard d'USD) et à la BAfD (601 millions d'USD) d'ici à la fin avril 2016. Sous réserve d'un rapport positif du dernier examen au titre du SMP, en 2016, le gouvernement cherchera à élaborer un nouveau programme approfondi de financement du pays avec l'appui de la BAfD, du FMI et de la Banque mondiale en vue d'attirer un financement à long terme pour promouvoir la croissance et la soutenabilité de la dette.

IV. Dette envers le FIDA

14. Les arriérés du Zimbabwe envers le FIDA s'élèvent, au 31 décembre 2015, à 16,63 millions de DTS.
15. Le FIDA a octroyé cinq prêts au Zimbabwe. La date d'échéance est dépassée pour deux de ces prêts, tandis que les trois autres sont dans les limites du calendrier original de remboursement du principal.
 - a) Les prêts 123 et 248 sont arrivés à échéance, les remboursements finaux du principal étant dus depuis avril 2003 et octobre 2010 respectivement. Ces prêts avaient été approuvés en 1983 et 1989 respectivement, à des conditions intermédiaires; le taux d'intérêt est de 4%.
 - b) Pour ce qui concerne les prêts 341, 382 et 490, il reste encore entre 22 et 31 ans sur la période de remboursement du principal. Ces prêts ont été octroyés à des conditions particulièrement favorables, avec une commission de service de 0,75% ou 1% l'an.
16. Conséquence des remboursements insuffisants des prêts, le portefeuille du Zimbabwe a été suspendu en février 2002, et tous les prêts annulés en décembre 2005. L'appendice III présente un résumé du portefeuille et de la situation actuelle des montants dus au FIDA.

V. Proposition de rééchelonnement de la dette

17. Conformément au paragraphe 15 a) iii) 7) des Principes et critères applicables aux financements du FIDA, qui autorise le Conseil d'administration à "modifier les conditions auxquelles un prêt a été accordé à un pays, y compris le différé d'amortissement, la date d'échéance et le montant de chaque remboursement du prêt, tout en préservant la valeur actuelle nette initiale", un rééchelonnement du remboursement des arriérés peut être soumis à l'approbation du Conseil d'administration.
18. Le volume de la dette actuelle à rééchelonner est défini comme la valeur actuelle nette pour compensation (VANC) et inclut les montants dus sur tous les prêts, arrivés ou non à échéance, prévoyant le recouvrement intégral du principal et des intérêts restant encore à payer au 31 décembre 2015. Le plan de remboursement a été calculé de manière à maintenir dans le temps la valeur actuelle nette de ce montant.
19. Le gouvernement a approuvé les conditions de rééchelonnement ci-après (voir l'appendice IV):
 - a) La VANC totale est de 16,63 millions de DTS.
 - b) Un versement initial équivalant à 10% de la VANC totale (1,66 million de DTS) a déjà été reçu en octobre 2015.
 - c) La période de remboursement est de cinq ans.
 - d) L'exigence de "préservation de la valeur actuelle nette" est satisfaite par l'actualisation des futurs flux de trésorerie engendrés par le plan de règlement de la dette en utilisant le taux d'intérêt initial de chacun des prêts.
 - e) Le Zimbabwe effectuera aussi des remboursements du principal et des commissions de service conformément aux échéanciers établis pour les trois prêts qui ne sont pas encore arrivés à échéance.
20. L'accord de règlement de la dette inclura une clause stipulant que, au cas où le Zimbabwe ne remplirait pas ses obligations au titre dudit accord, le FIDA pourrait le déclarer en défaut de paiement, ce qui pourrait avoir pour conséquence, entre autres et conformément aux procédures standard du Fonds en matière de gestion des arriérés de paiement:

- la suspension, en tout ou en partie, du droit du Zimbabwe d'effectuer des retraits au titre de n'importe quel accord avec le Fonds; et
 - la suspension du droit du Zimbabwe de voir des projets ou des programmes soumis pour approbation au Conseil d'administration du FIDA.
21. D'un point de vue financier, tout plan de règlement de la dette ayant obtenu l'aval du FIDA doit continuer à préserver la valeur actuelle nette initiale de l'encours des arriérés. Par conséquent, toute combinaison de modalités de remboursement est considérée comme d'égale valeur pour le Fonds. Il convient de noter, toutefois, que le Zimbabwe a accepté une période de remboursement plus courte que celle négociée dans le cadre de plans récents de règlement de la dette de nature semblable. Cette attitude peut être interprétée de manière positive comme témoignant de l'engagement du pays à renouer ses relations avec le Fonds.
22. On trouvera à l'appendice IV un échéancier détaillé de remboursement pour le plan de règlement de la dette proposé.

Telephone: 2394537/2518
Fax: 757737
Tele: 2494
Telegrams: "MINFIN", Harare
Private Bag 7705, Causeway
Harare, Zimbabwe



Reference:

MINISTER OF FINANCE
NEW GOVERNMENT
COMPOSITE OFFICE COMPLEX
CNR 4th STREET/
SAMORA MACHEL AVENUE
HARARE

22 June 2015

President Kanayo Felix Nwanze
International Fund for Agriculture Development
Via Paolo di Dono 44
001142
Rome
ITALY

Your Excellency

**RE: RE-ENGAGEMENT ON ZIMBABWE'S ARREARS TO THE
INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT
(IFAD)**

I am very pleased with the recent visit of Mr. Sana F.K. Jatta, Regional Director of the East and Southern Africa Division, IFAD. Both Hon. Dr. J. Made (M.P.), Minister of Agriculture, Mechanisation and Irrigation Development and myself held very fruitful and cordial consultations with Mr. Jatta.

I am glad to inform you that we have agreed to engage immediately in negotiations with IFAD on finding a solution to the problem of arrears, which will facilitate the resumption of IFAD support to our agricultural sector.

We also informed him that Zimbabwe will make a pledge to the IFAD-10 replenishment.

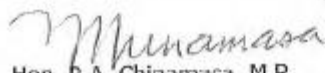
In this regard, I would like to extend an invitation to IFAD to send a team to undertake detailed consultations on the modalities for dealing with the arrears problems, taking into account our payment capacity and in a manner that normalizes our relations with IFAD.



We are grateful for the support IFAD provided to the smallholder irrigation sector of Zimbabwe in the past. We are keen to re-engage with your Institution in consolidating that support and to scale it up further, especially for the communal irrigation schemes, including the A1 schemes recently established under our Land Reform Programme.

Finally, your Excellency, I am pleased to inform you that, notwithstanding Zimbabwe's limited fiscal space, we will pledge USD300,000 to IFAD-10 resources to enable IFAD to continue to deliver its honourable mandate of rural poverty alleviation globally. I will send you a separate pledging letter to that effect.

Yours Sincerely



Hon. P.A. Chinamasa, M.P.

MINISTER OF FINANCE AND ECONOMIC DEVELOPMENT



REPUBLIC OF ZIMBABWE

NEGOTIATIONS ON IFAD DEBT RESCHEDULING AND ARREARS RESETTLEMENT

Agreed Minutes of Negotiations

1. Following fruitful consultations between the Ministers in charge of Finance and Economic Development (Hon. P. A. Chinamasa) and Agriculture (Hon. Dr. Joseph M. Made) of the Republic of Zimbabwe (the Borrower) and IFAD's Regional Director for the East and Southern Africa Region (Sana F. K. Jatta) in Harare, on 22 June 2015, the Borrower requested, by letter dated 23 June 2015, the President of IFAD "...to send a mission to Zimbabwe ... to discuss possible ways to reschedule Zimbabwe's arrears and debt to IFAD". The Government of Zimbabwe is keen for IFAD to resume its country operations urgently. An IFAD delegation subsequently visited Zimbabwe, between 24 and 28 August 2015, and held detailed and comprehensive consultations with representatives of all the concerned ministries and departments of the Government of Zimbabwe on the mutually acceptable terms and conditions for the rescheduling of the Republic of Zimbabwe's existing debt owed to IFAD.

2. The participants in the formal negotiations were as follows:

A. Representing the Borrower¹ (Borrower's Delegation) were:

Hon. Patrick A. Chinamasa Minister of Finance and Economic Development	Head of Delegation
Hon. Dr Ignatius Chombo Acting Minister of Agriculture, Mechanisation, and Irrigation Development (MAMID)	Member
Mr John Mangudya, Governor of the Reserve Bank of Zimbabwe	Member
Mr. Willard L. Manungo Secretary to the Treasury, Ministry of Finance and Economic Development	Member
Mr. R. J. Chitsiko Permanent Secretary, Ministry of Agriculture, Mechanisation, and Irrigation Development (MAMID)	Member
Mr. John Mafarikwa Head Zimbabwe Debt Management Office, Ministry of Finance and Economic Development	Member
Mrs. Margerita Makuwaza Director, International Cooperation, Ministry of Finance and Economic Development	Member
Mr. Joseph Gondo Director, Extension Services, MAMID	
Dr C. Zawe Director, Irrigation Development, MAMID	Member

B. Representing IFAD (the IFAD delegation) were:

Mr. Sana F.K. Jatta Regional Director, East and Southern Africa Division	Head of Delegation
---	--------------------

¹ The complete list of the officials who assisted the members of the Delegation of the Republic of Zimbabwe is attached to the present Minutes of Negotiations as Annex 1

Mrs. Ruth Farrant
Director and Controller, Financial Services Division.

Co-Head of Delegation

3. These Minutes of Negotiations record key conclusions and agreements reached between the two delegations and, in particular, they also state the agreement of the Borrower and IFAD delegations on a number of follow-up actions to be immediately carried out by each side.

A. THE DEBT RESETTLEMENT PLAN

4. IFAD's Controller's and Financial Services Division prepared, and submitted, three indicative scenarios for a potential settlement plan of Zimbabwe's approximately SDR 16.6 Million (to be confirmed) debt owed to IFAD as of December 2015, that would continue to secure the Net Present Value (NPV) to IFAD, which is a condition of any such settlement plans as per IFAD rules and regulations. The scenarios provided are:

- (a) Five year plan: 10% down payment; 0 year grace period; and repayment over 5 years;
- (b) Five year plan: 10% down payment; 2 years grace period; and repayment over 3 years;
- (c) Seven year plan: 20% down payment; 2 years grace period; and repayment over 5 years.

5. IFAD had prepared further proposals for 9 year and 10 year repayment periods with varying grace periods and down payments and shared the underlying financial impact with the Borrower, but these were not formally discussed because the Borrower opted for a faster repayment schedule of Five Year Settlement Plan, with the following terms and conditions:

- (a) A down payment, equivalent to 10% of the total debt stock in US\$ equivalent, will be effected by end of October 2015;
- (b) There will be no grace period, and the repayment period will be five years;
- (c) Efforts will be made to ensure effectiveness of the Legal Agreement in 2015, for which the Borrower will sign prior to the 2015 December EB session and the IFAD President will counter sign immediately following the EB and prior to Christmas leave; and
- (d) Further the Borrower is committed to repaying the three loans which have not yet fully matured when they fall due from January 2016, by rolling up the related payments into the resettlement instalments due to avoid the risk that they do not pay on time as and when those three loans fall due on separate months.

6. The IFAD Delegation highlighted the need to present a credible plan to IFAD senior management and thereafter to the IFAD Executive Board within the parameters of past practice and also suggested limiting the overall financial exposure of IFAD in the medium term which could otherwise impact negatively on the approval process of the plan. This advice was readily accepted by the Borrower's Delegation who indicated their strong commitment to honour the conditions and agreed to work with IFAD in immediately drafting the Legal Agreement for the Debt Resettlement Plan for signature and subsequent submission to the IFAD Executive Board (see below).

B. IFAD'S PIPELINE OF LOANS AND GRANTS FOR ZIMBABWE

7. In light of the strong and convincing commitment from the Borrower to settle the arrears owed to IFAD, the IFAD Delegation confirmed IFAD's commitment, in return, to the following:

- (a) A Project Inception Mission will be dispatched to the country within one to two months following the signing of the present Minutes of Negotiations;
- (b) The mission will be charged with the preparation of the **Concept Note**, containing a clear conceptual framework of a possible pipeline project focusing on improving the incomes, food and nutrition security of smallholder communal farmers involved in smallholder

irrigation, with a suitable combination of activities that may include one or several of the following: irrigation infrastructure improvement and development, scheme management, and improved operation and maintenance; commercial agricultural production and income generating activities; market access and agribusiness development and promotion. These are only indicative at this stage;

- (c) If the Borrower honours the first condition of the agreed Settlement Plan and makes the down payment by end of October 2015, the draft Concept Note for the pipeline project will be submitted for approval by IFAD Management in November 2015 to early December 2015, even before the full settlement plan is approved by the IFAD Executive Board during its mid-December 2015 session. IFAD Management will be willing to take this risk in the hope that the EB will approve the plan based on the Government's very strong commitment demonstrated by their willingness to take on the more onerous scenario out of the various options offered by IFAD, but there is no guarantee it will be approved;
- (d) Assuming the final approval by the December 2015 EB session of the lifting of the suspension of IFAD operations in Zimbabwe, IFAD will endeavour to complete the design of the new project for possible consideration and approval by the IFAD Executive Board session scheduled to be held in September 2016;
- (e) The total IFAD funding for the new project will be at least US\$30 million, with a total project cost around US\$50-60 million. The balance of the funds will be mobilised from other grant resources to be identified together by IFAD and the Government. They may include other grant resources that IFAD has access to, co-financing from bilateral donors active in the country, as well other interested multilateral donors and UN Agencies.

8. The Borrower's Delegation requested that IFAD consider increasing its core contribution to the project to up to US\$ 50 Million given the fact that Zimbabwe did not benefit from IFAD resources for such a long time since its suspension. And the IFAD Delegation promised to bring this to the attention of the IFAD Management for their consideration and decision.

C. AGREED FOLLOW-UP ACTIONS

9. The key next steps to be urgently jointly, or individually, performed by both IFAD's and the Borrower's Delegations are as follows:

- (a) IFAD and the Borrower will agree the exact debt and related NPV based on the contractual interest rates in individual loan agreements as at the IFAD EB approval in mid-December 2015;
- (b) The Borrower will mobilise the down payment and effect it not later than end of October 2015.;
- (c) The IFAD Delegation will submit, during the course of September-October 2015, the present Minutes to Senior Management of IFAD for approval and decision to proceed with executing its provisions immediately;
- (d) IFAD will draft a formal Legal Agreement detailing the above mentioned terms and conditions of the Settlement Plan of arrears owed to IFAD and submit the draft to the Government not later than end October 2015. Once approved this will be the key document to be submitted to the IFAD Executive Board at their session in December 2015;
- (e) IFAD and the Government will jointly undertake the Inception Mission of the new project in September-October 2015, and proceed with obtaining the final approval of the Concept Note of the new project before the end of 2015;
- (f) Assuming the 2015 December session of IFAD's EB approves the Debt Settlement Plan, IFAD and the Government will jointly undertake the design of the new project during the

first semester of 2016 and ensure it is ready for consideration by the 2016 September session of the IFAD Executive Board. Implementation of the approved version of the new project proposal, taking into account the comments of the Executive Board, can start implementation during the 4th quarter of 2016 with immediate impact on the positive overall flow of funds from IFAD into the Zimbabwean economy.

10. The successful implementation of all the above steps will be challenging, given the time constraints and the long period of inactivity in the country, but is possible and will indicate a great team work between the Parties of the Agreement. It will significantly impact the positive development of the smallholder agricultural sector of Zimbabwe with overall positive impact on the economy as a whole almost instantaneously.

25th Day of August 2015, Harare, Republic of Zimbabwe

For the Borrower of the Republic of Zimbabwe	For the International Fund for Agricultural Development (IFAD)	
 Hon. Patrick A. Chinamasa Minister Finance & Economic Development	 Sana F. K. Jatta Regional Director East and Southern Africa Division	 Ruth Farrant Director and Controller Controller's & Financial Services Division

Annex 1: List of Officials Who Assisted the Delegations**A. Ministry of Finance and Economic Development:**

1. Rumbidzai Daitai, Assistant Chief Debt Office
2. Brighton Shayanewako, Deputy Director, International Cooperation
3. Patrick Tuluzawu, Economist
4. A.M Chidakwa, Ministry of Finance and Economic Development

B. Ministry of Agriculture, Mechanisation, and Irrigation Development

1. Mr K. Zata, Director

C. Ministry of Foreign Affairs

1. Francis Chigazira, Ministry of Foreign Affairs, Zimbabwe

D. IFAD Delegation

1. Mrs Joylyn Ndoro, IFAD Consultant



As Of Date: 30/09/2015 Country: ZWE Currency: XDR

Cust. Sh. Name	Src. Of Fin.	Alt. Acc. Num.	Account Number	Approval Date	Signing Date	Entry Into Force Date	Financed Amount
ZIMBABWE	IFAD	L-I-123-	1000001980	21-04-1983	29-07-1983	17-11-1983	11,498,507.44
	IFAD	L-I-248-	1000002118	06-12-1989	24-01-1990	01-08-1990	11,859,629.33
	IFAD	L-I-341-	1000002222	02-12-1993	27-01-1994	12-05-1995	5,013,066.22
	IFAD	L-I-382-	1000002267	13-09-1995	23-10-1995	02-11-1998	2,911,352.09
	IFAD	L-I-490-	1000002387	02-12-1998	17-02-1999	14-09-1999	893,500.28
TOTAL							32,176,055.36

Debt Settlement Repayment Schedule		
Total Period of Repayment Plan		5
Grace Period Years		0
Repayment Years		5
Total Compensation Value	16 627 519	
Downpayment (10%)	1 662 752	
Discount Rate	As per Original Loan Terms	Repayment Amounts
Repayment Dates		(XDR)
2015	Downpayment	1 662 752
2016	01/02/2016	1 603 042
2016	01/08/2016	1 603 042
2017	01/02/2017	1 603 042
2017	01/08/2017	1 603 042
2018	01/02/2018	1 603 042
2018	01/08/2018	1 603 042
2019	01/02/2019	1 603 042
2019	01/08/2019	1 603 042
2020	01/02/2020	1 603 042
2020	01/08/2020	1 603 042
Total Repayments		17 693 174